

l'attention dans le moment. Je tiens plutôt à faire observer qu'en 1911, avant la chute du ministère Laurier, M. Graham, à la suite de l'examen des rapports de ses ingénieurs, avait opté pour Nelson. Il y a eu de cela seize ans l'automne dernier, et, aujourd'hui, d'après l'avis d'un homme éminent, on transporte le terminus à Churchill, il va falloir construire plusieurs milles de voie additionnels et l'on aura dépensé 6 millions en vain ou pour ainsi dire. Mais voici qui est plus important: la chose est annoncée au radiophone par un ministre sans avoir été communiquée au conseil, ni au Parlement...

L'hon. M. DUNNING: Non.

L'hon. M. BENNETT: Le ministre veut-il dire qu'il l'avait discutée avec ses collègues avant de l'annoncer? Est-ce bien ce qu'il déclare?

L'hon. M. DUNNING: Oui.

L'hon. M. BENNETT: Alors l'honorable ministre l'a annoncée au radiophone, non pas en son nom personnel, mais au nom de ses collègues et au sien, quoiqu'ils ne fussent pas au même endroit; mais les communications sont si rapides à notre époque qu'on peut accomplir des choses merveilleuses! En tout cas, il y a eu communication et l'annonce ayant été faite, on aurait cru que le Parlement pût être consulté.

J'ai lu avec intérêt le débat qui a eu lieu à ce sujet, l'an dernier; on n'y trouvera certainement rien pouvant indiquer que le Parlement avait laissé au ministre des Chemins de fer ou au Gouvernement le soin de faire une déclaration de ce genre sans au moins en être saisi. Certes, on avait expliqué quelle serait la mission de M. Palmer, mais la plupart des députés, comme moi-même, avaient pensé que M. Palmer devait faire un rapport qui servirait de base aux délibérations du Parlement, plutôt que de réserver la décision au Gouvernement. Néanmoins, la décision a été prise. Quant à savoir si elle est bonne ou mauvaise, l'avenir le dira et, à ce moment-là, je suppose que ni le ministre des Chemins de fer ni moi ne serons à même de dire si M. Palmer avait deviné juste. Mais cela donne une singulière idée des institutions du pays, quand on pense que seize ans après un choix fait par deux ministres, l'un libéral, l'autre conservateur, un qui avait visité le port, l'autre qui ne l'avait pas vu mais qui s'était fié à la parole d'ingénieurs compétents, tout leur travail est réduit à néant et tout l'argent dépensé l'a été pour ainsi dire en pure perte, simplement parce qu'un ingénieur expert en matière de ports a maréé dit que l'autre port serait préférable. Je trouve que ce n'est pas conforme aux principes

de bonne économie, ni au régime constitutionnel que nous avons au Canada.

Au sujet de ce chemin de fer de la baie d'Hudson, je dois dire que dès mon premier discours dans l'ancienne Chambre, j'ai préconisé la construction immédiate de la ligne et je me rappelle les circonstances dans lesquelles le ministre de l'époque a été là-bas pour cela. On a prétendu—il est juste de dire que d'après le ministre des Chemins de fer, la remarque venait du journaliste et non de lui—que le choix du port avait été guidé par des considérations d'ordre politique. Je veux parler d'une entrevue publiée par la *Montreal Gazette*. Mais l'honorable ministre m'a assuré que c'était une simple déduction faite par le journaliste.

L'hon. M. DUNNING: L'article le dit.

L'hon. M. BENNETT: Je l'ai sous la main et je ne crois pas qu'il le dise.

L'hon. M. DUNNING: Que l'honorable leader de l'opposition veuille bien le lire.

L'hon. M. BENNETT: Il est assez long.

L'hon. M. DUNNING: Simplement la partie qui a trait à la déduction.

L'hon. M. BENNETT: Si l'un des pages veut aller à mon bureau et m'apporter le journal, je me rendrai à la demande de l'honorable ministre.

L'hon. M. DUNNING: Mon honorable collègue me permettra de lui dire que la chose est importante, car elle vise un homme aujourd'hui défunt, qui était éminemment respecté.

L'hon. M. BENNETT: C'est justement pour cela que je l'ai mentionnée.

L'hon. M. DUNNING: Et c'est pourquoi je tiens à une mise au point.

L'hon. M. BENNETT: J'ai le texte ici:

Le ministre des Chemins de fer a eu un court entretien avec le premier ministre...

L'hon. M. DUNNING: C'est plus loin que cela.

L'hon. M. BENNETT: Oui, le voici. L'honorable ministre l'a relu depuis que je lui en ai parlé, l'autre jour.

L'hon. M. DUNNING: Oui, exactement.

L'hon. M. BENNETT (lisant):

M. Dunning n'a pas voulu commenter...

L'hon. M. DUNNING: "N'a pas voulu commenter".

L'hon. M. BENNETT (lisant):

...l'onéreuse erreur commise par ceux qui furent responsables du choix de Nelson comme terminus,...